

Article 31 du Règlement

teurs sont toujours peu disposés à reprendre leurs dépenses normales.

Alors que nous nous efforçons de mettre fin à la grande incertitude constitutionnelle, j'exhorte tous les chefs politiques à régler également les questions économiques qui sont les principales préoccupations des Canadiens de l'Atlantique.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral doit prendre des mesures d'urgence pour venir en aide à l'économie agricole des Prairies qui se trouve en difficulté. Outre les prix qui restent à la baisse et l'imposition d'une taxe dans le commerce, les Prairies ont dû faire face à la sécheresse, au froid, au gel et, dans certaines régions, à la neige.

Le gouvernement fédéral doit mettre sur pied des programmes d'aide pour les zones sinistrées. De nombreuses municipalités rurales partout en Saskatchewan et en Alberta ont demandé à être désignées zones sinistrées.

Une vieille promesse électorale me revient clairement à l'esprit: «Les agriculteurs doivent lutter contre le mauvais temps; ils ne devraient pas avoir à se battre contre le gouvernement.» Cette parole est plus vraie cette année qu'elle ne l'a jamais été.

Je demande au ministre de l'Agriculture, au ministre des Finances et au gouvernement d'annoncer sans tarder la prolongation du programme d'avances de fonds sans intérêt et l'établissement d'un nouveau programme d'aide aux sinistrés pour faire face aux besoins criants qu'ont si bien exposés les municipalités rurales et les agriculteurs de l'ouest canadien.

* * *

LA CONSTITUTION

M. Doug Fee (Red Deer): Monsieur le Président, la plupart d'entre nous reviennent aujourd'hui à la Chambre en éprouvant des sentiments contradictoires. Bien que, dans nos circonscriptions, nous devions assister à des événements importants et rencontrer nos électeurs, nous sommes heureux que les discussions constitutionnelles aient abouti à une entente.

En dépit du temps maussade, les Canadiens ont connu un bon été; la célébration du 125^e anniversaire du Canada et le Programme Voyageur pour les jeunes ont contribué à raviver la flamme du patriotisme.

Les Canadiens en ont assez des discussions constitutionnelles et sont maintenant prêts à réagir à l'entente conclue par les premiers ministres. Certains d'entre eux s'opposent à l'entente parce qu'ils n'en veulent aucune. D'autres demeurent fermement sur leurs positions, car l'entente n'est pas libellée exactement comme ils le souhaiteraient.

Moi non plus je ne souscris pas totalement à son libellé. Je préférerais qu'on y apporte des changements, mais nous ne pouvons pas avoir des constitutions individuelles. Cette entente est le fruit de consultations étendues. Tous les Canadiens ont eu la possibilité de s'exprimer. Il est temps de reconnaître qu'elle constitue le meilleur compromis auquel nous puissions parvenir. Il est temps de poser la question aux Canadiens et de tourner la page.

* * *

LE GRAND TORONTO

M. Sergio Marchi (York—Ouest): Monsieur le Président, les difficultés économiques de Toronto atteignent des proportions catastrophiques. Alors que le gouvernement continue de s'en laver les mains, les Canadiens de Toronto paient cher cette attitude cavalière.

Le taux de chômage à Toronto est à son plus haut niveau depuis la grande dépression: 11,7 p. 100, ce qui représente 244 000 chômeurs, plus du double de ce que nous avons il y a seulement deux ans.

Lorsque l'on ajoute le nombre de personnes qui ont cessé de chercher du travail et le nombre des employés à temps partiel plutôt qu'à temps plein, on se rend compte que la situation économique de Toronto est pitoyable.

On a très mal géré le leadership économique du Grand Toronto dans l'économie nationale, et la situation est maintenant à son plus bas.

Je prie le gouvernement d'enrayer ce déclin en se servant de ses pouvoirs pour stimuler efficacement l'économie de Toronto et, ainsi, susciter la confiance des consommateurs et créer les emplois dont nous avons tant besoin.

Regarder se détériorer la situation, comme le fait le gouvernement conservateur, est le summum de l'irresponsabilité politique.